

JOURNAL

HEBDOMADAIRE DE LA DIETE

N^{ro}: XXIV.

J U I N 1791. (217)

Séance du Vendredi 10.

On procéda à l'examen d'un avis donné par la Commission du Trésor de Lithuanie au sujet des sommes hypothéquées sur des Biens Royaux; Mais cet objet fut interrompu par la demande, que les Etats donnaissent avant leur décision sur les plaintes portées par Mr. *Ozarowski*, contre un Décret de la Commission de ce Trésor. Cette matière fut renvoyée à l'ordre du Jour.

La Diète confirma le payement d'une somme de 200,000. florins, hypothéquée sur la Starostie de *Bystrzyce* en faveur de Mr. *Brzostowski*; cette somme lui ayant déjà été adjugée par un Décret du Tribunal.

On décréta, que la Commission ne donneroit son avis que sur les hypothèques décernées par les Diètes de 1763. & 1775. — et qu'elle examineroit également si celles accordées avant & après l'acte d'union, ont été soldées par les possesseurs des Terres Royales.

Quoique la Commission eut déclaré illégale une somme de 100,000. florins assurée sur la Starostie de

Krafnosielsk, à feu Mr. *Burzyński*; cependant, plusieurs Membres de la Diète ayant représenté que ce Citoyen avoit été longtems Ministre à la Cour de Londres, & qu'il avoit même perdu la vie au service de la Patrie, on recueillit les voix; 40. contre 26. se déclarèrent en faveur des successeurs de Mr. *Burzyński*, & la Loi déclara la dite somme legale.

Les Etats approuvèrent à l'unanimité l'avis de la susdite Commission, sur quatre petits fiefs changés en Biens héréditaires par la Constitution de 1775. en faveur de Mr. *Butrymowicz* Nonce de *Pińsk*.

La Séance fut ajournée au Mardi suivant.

Séance du Mardi 14.

Les fiefs du Grand Duché de Lithuanie qui avoient été changés en Biens héréditaires, tant par l'acte d'union & le statut du Grand Duché de Lithuanie, que par les Constitutions de 1660. & 1677. ainsi que ceux qui l'avoient été par des Constitutions ultérieures, furent conservés dans leurs mêmes privilèges.

Le Jugement assessorial de Lithuanie a été chargé d'examiner la nature de quelques fiefs sur les quels il reste des doutes. Il fut décidé que la Commission du Trésor de la même Province liquideroit les sommes assurées par les Constitutions de 1768. 75. & 76. sur différentes Starosties, & donneroit son opinion sur cet objet à l'assemblée des Etats.

On disputa ensuite l'avis de la Députation, qui avoit été chargée d'examiner les griefs contre quelques décrets de la Commission du Trésor. La chambre enjo-

ignit d'en redresser quelques-uns; mais l'unanimité n'ayant pas eu lieu au sujet de l'affaire qui regarde Mr. *Sobołewski* Castellan de Varsovie, on alla aux voix, dont la pluralité fut pour réintégrer dans ses Biens, un Gentil-homme qui en avoit été privé injustement.

On prit à délibérer quelques projets sur des Biens Royaux & des Ci-devant Jésuites, & la séance fut ajournée au lendemain.

La séance du mercredi 15. ne put avoir lieu vu le peu de Nonces qui s'y trouverent, & elle fut remise au jour suivant.

Séance du Jeudi 16.

Ce jour ayant été fixé pour l'audience des Députés des Villes de *Courlande* & de *Sémigalle*, ils y furent admis au nombre de trois. Un d'entre eux (*Mr. Tieden*) portant la parole, prononça un Discours en langue latine par le quel il assura Sa majesté & les Etats, de la fidélité respectueuse que des sujets soumis doivent à leur Suzerain, & présenta comme un hommage de reconnoissance, pour la protection gracieuse que le Roi & la République accordent à l'état Bourgeois de ces deux Duchés, Douze canons, avec cette inscription: *Marti Reipublica Polona, ab restaurata Universi status Civici jura. Nes hocce Bellicum, pie sacrat ordo Civicus Coronae & Semigalliae Ducatum.* Il finit par demander aux Etats, qu'il fut permis à la Bourgeoisie des dits Duchés, de s'adresser à la Députation chargée d'examiner les affaires de Courlande.

Mr. le Grand Chancelier répondit également en Latin: que sa Majesté étoit sensible aux témoignages

de fidélité des Villes de Courlande, & qu'elle acquies-
ceroit avec plaisir à leurs demandes. Les Délégués
furent ensuite admis à baiser la main de sa Majesté.

Les Etas déclarèrent, conformément au projet de
Mr. *Oledski*, que les Municipalités de *Courlande* & de
Semigalle, présenteroient leur griefs à la Députation
des affaires de Courlande, la quelle après les avoir
discutés, feroit part de son opinion à la Chambre.

Mr. *Lipfski* Castellan de *Leczyca*, observa que la
nouvelle Constitution étant l'effet de la Providence, il
falloit en remercier le Ciel pour qu'il continue d'être
favorable à la Nation; que depuis la cassation des Jé-
suites, les Mœurs étoient relâchées en Pologne, que
les meilleures Constitutions devenoient infructueuses
dans un pais corrompu; & présenta un projet pour
prier le très S. Pere de retablir l'ordre Jésuitique dans
les Etats de la République.

Le Roi dit. „ nos actions doivent toujours s'accor-
„ der avec la volonté de Dieu. La Religion nous or-
„ donne, à nous Catholiques, de reconnoitre le S. Pere
„ pour le Chef visible de l'Eglise, & en cette qualité, lui
„ faciliter les moyens de faire remplir son auguste ministé-
„ re. D'après ces Principes sur les quels tout bon Catho-
„ lique doit se guider, je ne puis que regretter les Jé-
„ suites, dont la cassation a été une perte réelle pour
„ le monde chrétien; mais il faut prendre en considé-
„ ration ce qui s'est passé depuis 20. Ans. Si nous
„ nous adressons au S. Siège pour la réhabilitation de cet
„ ordre, nous manquerions à l'obéissance filiale en de-
„ mandant une chose qui, vu les circonstances, ne

„ pourroit être que desagréable à *Sa Sainteté*. Pour
 „ s'en convaincre il ne faut que se rappeler le tems où
 „ il fut question de cela. La Cour d'Espagne s'en allar-
 „ ma beaucoup, & pour résultat, le *S. Pere* donna
 „ ordre à son *Nonce* auprès de la République de la
 „ prévenir, que toute démarche qu'elle feroit à ce sujet,
 „ seroit desagréable à *Sa Sainteté*, qui ne voudroit
 „ pas se brouiller avec une Puissance qui est un des plus
 „ forts appuis du *S. Siège Apostolique*. Ainsi par
 „ l'amour que nous portons au Chef de l'Eglise, nous
 „ ne devons pas ajouter aux mécontentemens qu'il
 „ éprouve de toutes parts, & l'exposer à se compromet-
 „ tre pour le rétablissement de cet ordre, qui pour des
 „ raisons politiques, qui me sont connues, ne sauroit
 „ être réhabilité. Au moins, ajouta Sa Majesté,
 „ pourra t-on faire quelque chose en faveur des in-
 „ dividus qui restent encore de cet ordre lorsqu'il sera
 „ question de l'éducation Nationale. En attendant, je
 „ suis d'avis qu'on discute le projet de la Commission
 „ de Police..

Mr. *Zakrzewski* observa; qu'il suffiroit de faire la
 lecture de la Bulle qui supprima l'institut des Jésui-
 tes pour rejeter le projet en question. Cependant
 il fut pris *ad deliberandum*.

Il est à présumer que le peu de membres qui existent
 encore en Pologne de cette Compagnie jadis trop
 fameuse, n'aura pas assez de crédit pour porter les
 Etats à s'intéresser en Cour de Rome pour la restaura-
 tion de cet ordre, qui a donné tant d'inquiétude aux
 plus grandes Puissances de l'Europe. Dailleurs l'édu-

cation Nationale est beaucoup plus éclairée depuis l'extinction des Jésuites. Un jeune homme qui sort actuellement des Ecoles, est infiniment plus instruit des choses nécessaires à la société, que ne l'étoient les Elèves de cette Compagnie, qui perdoient un tems précieux à n'apprendre que le Latin & des distinctions.


On reprit le projet de la Commissin de Police corrigé par la Députation, le quel n'ayant pu être décidé avant le réglement intérieur des Villes, on prit en délibération le projet de ce réglement, qui avoit été rédigé, & la séance fut ajournée au lendemain.

Traduction d'une lettre écrite au Roi.

La Commission Civile-Militaire du Palatinat de *Legzyca*, toujours fidele à son Roi, s'empresse de lui marquer sa satisfaction au sujet de la Constitution du 3, Mai. La Commission ne sauroit ignorer les soins paternels que Votre Maïesté a employée pour faire secouer le Joug dont la Nation étoit opprimée, & lui donner la forme d'un Gouvernement solide, qu'elle devra à la sagesse du meilleur des Rois. Le Citoyen, dans la situation actuelle, sacrifiera sa fortune & sa vie pour la défense d'une Constitution qui fera désormais son bonheur. Agées, Sire, nos Voeux pour la prospérité de Votre règne qui fera l'Epoque la plus glorieuse & l'exemple à suivre pour vos Successeurs. En déposant au pied du Trône de Votre Majesté, l'hommage de notre vénération & de la reconnoissance de nos Concitoyens; Nous sommes avec le plus profond respect &c: &c:

Cette même Commission à écrit une lettre à Mr. le Maréchal de la Diète, où elle exprime les mêmes sentimens de reconuoissance sur la Nouvelle Constitution, qui a eu lieu sous sa Présidence.

Les lettres des Commissions Palatinales de *Cracovie*, *Posen*, *Wielun* & *Ostrzeszow*, ne sont pas moins flatteuses pour les Maréchaux & les membres de la Diète actuelle. La dernière lettre Circulaire encourage les Citoyens à s'assembler pour prêter le serment Civique sur la nouvelle Constitution, qu'ils regardent comme l'ouvrage de la Providence, à la quelle les Etats avoient décidé d'ériger un Temple; aussi une de ces Commissions a-t-elle ouvert une souscription pour cet Edifice, dans le quel toutes les Communions rendront des actions de graces à l'Etre Suprême en mémoire d'un Régime qui assure à jamais le bonheur des Polonois.



1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

1885

1886

1887

1888

1889

1890

1891

1892

1893

1894

1895

1896

1897

1898

1899

1900